



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 17/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE - TSSE

46 ROUTE DE NESLE
BP 70007
80190 Mesnil-Saint-Nicaise

Références : 2025-E30160
Code AIOT : 0005102404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE - TSSE implanté BP70007 - 46 rue de Nesle 80190 Mesnil-Saint-Nicaise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle sur la thématique de la surveillance des eaux souterraines.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE - TSSE
- BP70007 - 46 rue de Nesle 80190 Mesnil-Saint-Nicaise
- Code AIOT : 0005102404

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société Tereos Starch & Sweeteners Europe exploite, sur la commune de Mesnil-Saint-Nicaise, une amidonnerie-glucoserie-distillerie utilisant le blé comme matière première. Il s'agit d'un établissement régulièrement autorisé depuis le 29/07/1996 avec un statut Seveso seuil bas et IED. Il compte environ 300 salariés sur site.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 5
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Point de contrôle hors inspection N°1 : Nuisance sonore durant les opérations de déchargement de farine.

L'inspection des installations classées a été diligentée à la suite d'une plainte pour nuisances sonores en provenance du village de Mesnil-Saint-Nicaise.

Le plaignant évoque des bruits de maillet frappant contre les citernes lors des opérations de dépotage. L'exploitant a confirmé la mise en œuvre de cette pratique lors du dépotage de farine. Cette opération a pour but de vérifier le niveau de farine dans les citernes ou de décolmater la farine accumulée contre les parois.

L'exploitant déclare que des consignes ont initialement été transmises aux chauffeurs afin de limiter cette pratique au strict nécessaire.

L'exploitant a rappelé que les opérations de dépotage de farine sont temporaires et font suite à la destruction du moulin par un incendie en 2023. Le site fonctionne donc actuellement en mode dégradé.

L'exploitant a indiqué, lors de la visite d'inspection, que la fin des travaux est prévue pour la mi-octobre, avec une remise en service envisagée entre fin octobre et début novembre. Dès lors, le site sera en capacité de produire sa propre farine, ce qui réduira les opérations de déchargement externe.

À la suite de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel une copie d'un message adressé aux responsables chargés de la supervision des opérations de dépotage, afin qu'un rappel de consignes soit effectué sur le recours limité à l'usage du maillet, en particulier durant les opérations nocturnes.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Enregistrement BSS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-3°	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Conditions de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-4°	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
			corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réseau de piézomètres	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-2°	Sans objet
2	Fréquence des prélèvements et des analyses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-2°	Sans objet
5	Niveau piézométrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-4°	Sans objet
6	Gestion des anomalies	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-5°	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et dans l'attente des justificatifs et actions correctives, il n'est pas proposé d'engager de suites administratives à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réseau de piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-2°
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : 2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier : - le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ;
Constats : L'exploitant a présenté, lors de la visite d'inspection, le rapport de l'étude hydrogéologique réalisée en mai 2025. Le rapport conclut qu'il n'est pas nécessaire de faire évoluer le programme

de surveillance.

Le piézomètre 2 est référencé dans l'étude comme le piézomètre amont. Les piézomètres 1 et 3 sont référencés comme l'aval.

Les autres forages et piézomètres en aval sont dédiés à la surveillance de la lentille de pollution.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fréquence des prélèvements et des analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-2°

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

2° Ce plan précise en particulier : [...] la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées.

Constats :

L'exploitant a présenté un plan de surveillance des eaux souterraines intégrant les paramètres exigés par son arrêté préfectoral, ainsi que des paramètres complémentaires. La dernière déclaration réalisée sur GIDAF date de juin 2025. La périodicité est respectée.

Toutefois, l'exploitant doit revoir son calendrier afin que les prélèvements soient représentatifs des périodes de hautes eaux et de basses eaux. L'exploitant a présenté un plan de surveillance des eaux souterraines intégrant les paramètres demandés par son arrêté préfectoral réglementaire, ainsi que des paramètres complémentaires.

La dernière déclaration réalisée sur GIDAF date de juin 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Enregistrement BSS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-3°

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM

Constats :

L'inspection des installations classées a pu constater que les piézomètres 1, 2 et 3 ne sont pas inscrits au BRGM et l'exploitant ne dispose pas de code BSS pour ces ouvrages.
Pour le piézomètre A, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer le code BSS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra les éléments nécessaires permettant d'attester de la réalisation de la

déclaration des piézomètres en vue d'obtenir les codes BSS pour les piézomètres 1, 2 et 3. L'exploitant confirmera le code BSS pour le piézomètre A. Dans l'hypothèse où ce piézomètre n'aurait pas fait l'objet d'une déclaration, l'exploitant transmettra les éléments nécessaires permettant d'attester de la bonne réalisation de cette déclaration.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Conditions de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-4°
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin: 10px 0;"> <p>Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur en s'assurant que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> </div>
Constats : <p>L'exploitant a déclaré à l'inspection des installations classées que les prélèvements sont réalisés en interne. Ainsi, ceux-ci ne sont pas effectués conformément aux méthodes normalisées, ni par des acteurs agréés ou accrédités.</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que les prélèvements réalisés dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines doivent l'être dans les conditions prévues par l'article 65.</p> <p>Dans le cadre de l'étude hydrogéologique réalisée en 2025, l'exploitant a toutefois été en mesure de démontrer l'application de la norme NF X 31-615 pour les prélèvements effectués.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra la preuve que le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont réalisés conformément aux méthodes normalisées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Niveau piézométrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-4°
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant relève le niveau piézométrique avant chaque prélèvement. Cette information est renseignée dans GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Gestion des anomalies

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-5°</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.</p> <p>Si les résultats montrent une ou plusieurs concentrations atypiques à la hausse par rapport à la série des résultats disponibles ou par rapport aux mesures réalisées en amont hydraulique, l'exploitant procède à une campagne de mesure complémentaire dans un délai qui n'excède pas trois mois, sans préjudice des campagnes de mesure programmées dans le plan de surveillance.</p> <p>Si ces résultats confirment une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine en le justifiant par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine en tout ou partie de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées dans la mesure où la pollution constatée dans les eaux souterraines est susceptible de relever des activités qu'il exploite.</p> <p>En cas de pollution des eaux souterraines du fait des activités de l'exploitant, les dispositions relatives à leur surveillance relèvent non plus du présent article mais de l'article 65 bis du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière analyse déclarée sur GIDAF (juin 2025) ne comporte pas d'anomalie. L'exploitant a indiqué qu'en cas d'identification d'anomalie, une nouvelle mesure serait réalisée ainsi qu'une recherche des causes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>